

Original approuvé
v. dossier
" PAG Kautenbach

Bautenreglement der Gemeinde

K A U T E N B A C H

=====

N° 93C

Vu et approuvé

Luxembourg, le 11. XII. 1979

Le Ministre de l'Intérieur,



Jean WOLTER

Luxembourg, September 1978

seance publique du conseil communal de Hautembail du 14 juin 1979

Date de l'annonce publique de la séance: 6.6.1979

Date de la convocation des Conseillers: 6.6.1979

Présent: Tous les membres

Le Conseil Communal

- 1) Vu le décret du 14 septembre 1789 relatif à la constitution des municipalités (art. 49 et 50)
- 2) Vu le décret du 16-24 août 1790 sur l'organisation judiciaire (art. 3)
- 3) Vu le décret du 19-22 juillet 1791 relatif à l'organisation d'une police municipale et conventionnelle (art. 46)
- 4) Vu le décret du 28 septembre et 6 octobre 1791 concernant les biens et usages ruraux et la police rurale
- 5) Vu la loi du 12 juin 1804 concernant les sépultures et les lieux qui leur sont consacrés
- 6) Vu la loi des 16-28 septembre 1807 relative au dessèchement des marais (art. 52 et 53)
- 7) Vu la loi du 7 mars 1808 concernant la construction dans la proximité des cimetières établis hors des communes
- 8) Vu la loi du 21 avril 1810 et le décret du 3 janvier 1813 sur la police et la surveillance des mines
- 9) Vu le traité du 26 juin et du 7 octobre 1816 sur les limites entre le Roi des Pays-Bas et le Roi de Prusse signé à Aix-la-Chapelle
- 10) Vu la loi du 6 mars 1818 concernant les contraventions de grande voirie
- 11) Vu l'arrêté du 4 novembre 1818 relatif à la conservation des grandes routes
- 12) Vu le traité entre la France et le Roi des Pays-Bas du 28 mars 1820, Arrêtés souverains du 20 octobre et du 21 décembre 1830; Vu la loi du 4 avril 1974 portant approbation de l'Avenant entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République Française au traité des limites, signé entre les Pays-Bas et la France le 28 mars 1820, passé à Paris le 11 mai 1973
- 13) Vu l'ordonnance du 16 octobre 1827 relative à la construction d'habitations dans les endroits isolés
- 14) Vu l'arrêté du 19 avril 1828 concernant la sépulture
- 15) Vu l'arrêté royal grand-ducal du 22 octobre 1842 réglant le mode de publication des lois (art. 4)

.../...

- 16) Vu la loi du 13 janvier 1815 sur la compétence des tribunaux pour juger les contraventions en matière de grande voirie et sur les autorisations de faire des constructions et des plantations le long des routes, telle qu'elle a été modifiée par les lois du 16 mai 1910 et du 22 février 1958
- 17) Vu les traités de limites entre la Belgique et le Grand-Duc de Nassau du 7 août et du 9 novembre 1815
- 18) Vu la loi du 24 février 1843 sur l'organisation des communes et des districts (art. 36)
- 19) Vu la loi du 12 juillet 1811 concernant la voirie vicinale
- 20) Vu le règlement du 5 juin 1855 concernant les maisons de débauche (art. 36)
- 21) Vu la loi du 26 décembre 1855 concernant le drainage et l'irrigation
- 22) Vu la loi du 17 décembre 1859 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique
- 23) Vu la loi du 17 décembre 1859 sur la police des chemins de fer
- 24) Vu le règlement du 18 mai - 8 juin 1866 pour l'instruction des demandes de concession sur les cours d'eau formant limite entre le Grand-Duché et la Prusse
- 25) Vu les arrêtés grand-ducaux des 17 juin 1872, 1er août 1913 et le circulaire du 26 août 1913 sur le régime de certains établissements, fabriques, usines, ateliers, magasins, etc.
- 26) Vu la loi du 12 juin 1874 sur le régime des mines et minières
- 27) Vu la loi du 27 novembre 1874 concernant l'entretien aux frais de l'Etat d'un certain nombre de chemins de grande communication
- 28) Vu la loi du 20 mars 1876 sur la police des bâtiments et leurs dépendances
- 29) Vu la loi du 23 mars 1878 concernant la reprise et l'entretien de différents chemins vicinaux de grande communication
- 30) Vu la loi du 3 juillet 1879 concernant la reprise des chemins vicinaux

- 31) Vu la convention du 27 novembre 1886 entre le Grand-Duché et le Royaume de Belgique au sujet du régime des cours d'eau mitoyens entre les deux pays, approuvé par arrêté royal grand-ducal du 8 décembre 1886
- 32) Vu la loi du 23 juin 1880, concernant le curage, l'entretien et l'amélioration des cours d'eau
- 33) Vu la loi du 4 mars 1896 concernant l'expropriation par zone
- 34) Vu la loi du 27 juin 1906 concernant la protection de la santé publique, ainsi que la loi du 31 décembre 1952 portant abrogation de la loi du 18 mai 1902 concernant l'institution des médecins-inspecteurs et de l'exercice de leurs attributions et de la nouvelle organisation du service des médecins-inspecteurs, ensemble avec la loi modificative du 28 juillet 1971
- 35) Vu la loi du 16 mai 1910 sur la police des cours d'eau
- 36) Vu la loi du 8 février 1921 portant augmentation du taux des amendes à prononcer par les tribunaux répressifs, telle qu'elle a été modifiée par la loi du 25 juillet 1947
- 37) Vu la loi du 12 août 1927 concernant la protection et la conservation des sites et monuments nationaux, la loi du 20 février 1968 portant modification de la loi du 12 août 1927, ainsi que le règlement grand-ducal du 20 mars 1968 concernant la publicité
- 38) Vu la loi du 16 mai 1929 sur les cours d'eau non-navigables
- 39) Vu la loi du 16 mai 1929 concernant le curage, l'entretien et l'amélioration des cours d'eau
- 40) Vu l'arrêté ministériel du 9 septembre 1929 concernant l'épuration des eaux résiduaires provenant d'industries et des eaux de canalisations d'agglomérations communales avant leur versement dans les cours d'eau
- 41) Vu la loi du 29 juillet 1930 concernant l'étalissement de la police communale
- 42) Vu la loi du 12 juin 1937 concernant l'aménagement des villes et autres agglomérations importantes
- 43) Vu l'arrêté du 22 décembre 1938 concernant l'épuration des eaux usées provenant d'industries et de canalisations d'agglomérations importantes.

- 44) Vu la loi du 2 août 1939 créant les servitudes de visibilité pour la voirie de l'Etat et des communes
- 45) Vu l'arrêté grand-ducal du 8 octobre 1945 modifiant et complétant la loi du 12 août 1927 sur la conservation des sites et monuments nationaux
- 46) Vu l'arrêté ministériel du 4 novembre 1946 concernant la santé publique
- 47) Vu la loi du 30 janvier 1951 ayant pour objet la protection des bois
- 48) Vu la loi du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques
- 49) Vu la loi du 29 décembre 1956 portant approbation de la convention entre le Grand-Duché de Luxembourg, la République fédérale d'Allemagne et la République Française au sujet de la canalisation de la Moselle et du protocole franco-luxembourgeois relatif au règlement de certaines questions liées à cette convention, signée à Luxembourg, le 27 octobre 1956
- 50) Vu la loi du 11 juillet 1957 et l'arrêté grand-ducal du 29 juillet 1957 concernant le camping
- 51) Vu la loi du 22 février 1958 portant modification de la loi du 13 janvier 1843 sur la compétence des tribunaux pour juger les contraventions en matière de grande voirie et sur les autorisations de faire des constructions ou des plantations le long des routes
- 52) Vu l'arrêté grand-ducal du 4 avril 1960 autorisant des constructions le long des routes
- 52) Vu la loi du 9 janvier 1961 ayant pour objet la protection des eaux souterraines
- 54) Vu la loi du 25 mai 1964 concernant le remembrement des biens ruraux
- 55) Vu la loi du 29 juillet 1965 concernant la conservation de la nature et des ressources naturelles
- 56) Vu le règlement grand-ducal du 25 mars 1967 abrogeant et remplaçant l'arrêté grand-ducal du 29 juillet 1957 concernant le classement et les conditions d'installation des terrains de camping
- 57) Vu la loi du 16 août 1967 ayant pour objet la création d'une grande voirie et d'un fonds des routes

- 58) Vu la loi du 20 février 1968 portant modification de la loi du 12 août 1927 concernant la conservation et la protection des sites et monuments nationaux
- 59) Vu le règlement grand-ducal du 20 mars 1968 concernant la publicité
- 60) Vu la loi du 1er août 1972 portant réglementation de l'incinération et de l'inhumation des dépouilles mortelles
- 61) Vu la loi du 29 août 1972 modifiant et complétant la loi du 16 août 1967 ayant pour objet la création d'une grande voirie de communication et d'un fonds des routes
- 62) Vu la loi du 26 février 1973 portant extension de la compétence des tribunaux de police en matière répressive
- 63) Vu la loi du 20 mars 1974 concernant l'aménagement général du territoire
- 64) Vu la loi du 19 novembre 1975 portant augmentation des taux d'amendes à prononcer par les tribunaux répressifs
- 65) Vu la loi du 17 juin 1976 portant limitation des accès à la voirie de l'Etat
- 66) Vu la loi du 21 juin 1976 relative à la lutte contre la pollution de l'atmosphère
- 67) Vu la loi du 21 juin 1976 relative à la lutte contre le bruit
- 68) Vu la loi du 17 janvier 1977 complétant la loi du 17 juin 1976 portant limitation des accès à la voirie de l'Etat
- 69) Vu le règlement grand-ducal du 17 janvier 1977 établissant les critères pour la fixation des points kilométriques délimitant les agglomérations en exécution de la loi du 17 juin 1976 portant limitation des accès à la voirie de l'Etat
- 70) Vu la décision du Gouvernement en Conseil du 11 novembre 1977 arrêtant un programme directeur de l'aménagement du territoire
- 71) Vu la loi du 27 juillet 1978 concernant la protection de l'environnement naturel
- 72) Vu les articles 551, 552 et 559 du Code Pénal
- 73) Vu les articles 545 et 674 du Code Civil
- 74) Vu les articles 16 et 17 de la constitution
- 75) Vu la délibération du conseil communal du 24 avril 1965 approuvée par le Ministre de l'Intérieur le 16 juin 1965 et concernant l'assujettissement de la commune de

- Lauderbach* ----- à la loi du 12 juin 1937
76) Vu le projet d'aménagement général de la commune de
----- *Lauderbach* ----- établi par les soins du collège
des Bourgmestre et Echevins
77) Vu l'avis du médecin-inspecteur du *18 avril 1979* -----

Arrête le règlement qui suit:

Das Territorium der Gemeinde KAUTENBACH begreift:

Art. 1: Innerhalb der Bebauungsgrenze

- | | |
|---|---|
| A. Wohngebiete
(zones d'habitations) | - reine Wohngebiete
(zones d'habitations pures) |
| | - Mischgebiete
(zones mixtes) |
| | - durch Teilbebauungsplan zu erschliessende Wohngebiete
(zones soumises à un P.A.P.) |
| | - Bauerwartungsgebiete
(zones d'habitations d'attente) |
| B. Industriezone
(zone industrielle) | - bestehendes Industriegebiet
(zone industrielle existante) |
| C. Spezialzonen
(zones spéciales) | - Oeffentliche Anlagen
(zones d'intérêt public) |
| | - Sport- und Freizeitgebiet
(zone de sport et de loisirs) |
| | - Grünzone
(zone verte) |
| D. Verkehrswege
(voirie) | - geplante Fahrzeugwege
(voirie projetée) |

Art. 2: Ausserhalb der Bebauungsgrenze

Landwirtschaftsgebiete (zone d'agriculture)

Innerhalb der Bebauungsgrenze

Art. 3: Die reinen Wohngebiete

Diese Gebiete bleiben grundsätzlich dem Einfamilienhausbau reserviert. Kleine Geschäfts- und Handelsbetriebe, die den Bedürfnissen des Ortes dienen, sind zulässig.

Die Baufluchtlinie liegt im allgemeinen parallel und in einem Abstand von 5 m zu der Strassenfluchtlinie, es sei denn, die Gemeindeverwaltung oder die Strassenbauverwaltung lege aus städtebaulichen, baulichen oder verkehrstechnischen Gründen eine andere Baufluchtlinie fest.

Die Bautiefe darf 20 m nicht überschreiten.

Die Bauten müssen entweder an der seitlichen Grundstücksgrenze angebaut oder mit den vorgeschriebenen seitlichen Grenzabständen errichtet werden. Falls an ein bebautes Grundstück mit Seitenpassage angebaut wird, darf an diese Seitenpassage nur mit dem Einvernehmen deren Eigentümer angebaut werden. Wird an die seitliche Grundstücksgrenze angebaut, entsteht für den Nachbar im Falle eines Neubaus die Verpflichtung an den entstandenen Giebel anzubauen.

Wohn-, Geschäfts- und Gewerbebauten dürfen nicht mehr als drei Vollgeschosse betragen; als Vollgeschosse sind auch Mansarden, Dach- und Staffelgeschosse zu betrachten, deren genutzte Fläche 60 % eines Vollgeschosses überschreitet.

Der seitliche Mindestgrenzabstand beträgt 4 m.

Der hintere Mindestgrenzabstand beträgt 12 m.

In durch die bestehende Bebauung oder durch die topographische Lage bedingten Härtefällen kann der Bürgermeister für Einfamilienhäuser von den Bestimmungen über Grenzabstände entbinden, wenn die Sichtbarkeit, die Hygiene und die Rechte Dritter gewahrt bleiben. Unter Dritten sind die Anrainer zu verstehen. In jedem Falle wird das schriftliche Einverständnis des oder der interessierten Anrainer verlangt.

Art. 4: Die Mischgebiete

Diese Gebiete dienen sowohl dem Wohnen als auch dem Handel, Gewerbe und der Landwirtschaft.

Die Baufluchtlinie liegt im allgemeinen an der Strassenfluchtlinie, es sei denn, die Gemeinde- oder die Strassenbauverwaltung lege aus baulichen, städtebaulichen oder verkehrstechnischen Gründen eine andere Baufluchtlinie fest.

Die Bautiefe für Wohnbauten oder für Gebäudeteile, die dem Wohnen dienen darf 15 m nicht überschreiten.

Die Bauten dürfen bis zu einer Bautiefe von 15 m seitlich an der Grundstücksgrenze angebaut werden. Geschieht dies nicht, muss ein Abstand von 5 m eingehalten werden. Wird an die seitliche Grundstücksgrenze angebaut entsteht für den Nachbarn die Verpflichtung an dem entstandenen Giebel anzubauen.

Erdgeschossige, bis zu 4 m hohe Geschäfts- und Gewerbebauten, sowie Landwirtschaftsbauten dürfen die volle Grundstücksfläche einnehmen.

Höhere Gebäude dieser Art müssen hinter der Bautiefe von 15 m über dem Erdgeschoss, Grenzabstände von mindestens 5 m einhalten, es sei denn der interessierte Anstösser entbinde durch schriftliche Erklärung von dieser Vorschrift.

Die Bauten dürfen eine Gesimshöhe von 10 m nicht überschreiten, ausgenommen Silos für landwirtschaftliche Zwecke, deren Lage jedoch vom Bürgermeister genehmigt werden muss.

Hühnerzüchtereien und Schweinemästereien oder -züchtereien, mit mehr als 50 Schweine über 10 Wochen alt, die gemäss den Bestimmungen des grossherzoglichen Beschlusses vom 4.10.1930 einer Sondergenehmigung bedürfen, dürfen nur ausserhalb der Bebauungsgrenze in einer Entfernung von wenigstens 200 m von bewohnten Gebäuden errichtet werden.

.../...

Art. 5: Die durch Teilbebauungspläne zu erschliessende
Wohngebiete

Diese Gebiete werden mittels Teilbebauungsplänen auf Grund des Gesetzes vom 12. Juni 1937 erschlossen. Ein solcher Teilbebauungsplan muss ein ganzes, in sich abgeschlossenes Gebiet umfassen. Die Planung soll frei erfolgen d.h., sie ist nicht an die allgemeinen Bestimmungen des Bebauungsplanes gebunden, jedoch darf die Bebauungsdichte die Nutzungszahl von 0,3 nicht überschreiten.

Die Nutzungszahl gibt an, wieviel Quadratmeter Geschossfläche pro Quadratmeter Grundstücksfläche gebaut werden dürfen.

Art. 6: Bauerwartungsgebiete

Bauerwartungsgebiete sind solche Gebietsteile der Gemeinde die, obwohl innerhalb der Bebauungsgrenze, einem zeitweiligen Bauverbot unterliegen. Diese Gebiete sind als Reservengebiete zu betrachten, deren Nutzung und Bebauung nur bei anerkannter Notwendigkeit (z.B. Erschöpfung der Bebauungsgebiete) durch den Gemeinderat im Rahmen des Gesetzes vom 12. Juni 1937 beschlossen werden.

Art. 7: Industriezonen

In diesen Gebieten ist der Bau von Wohnungen untersagt, ausser Dienstwohnungen der für den Schutz und die Ueberwachung der industriellen Anlagen unerlässlichen Angestellten. Der Strassenabstand aller Bauten beträgt mindestens 12 m.

Das Halten, Abstellen, Manövrieren, Be- und Entladen von Fahrzeugen muss auf dem betriebseigenen Gelände erfolgen.

.../...

Mindestens 10 % der Geländefläche müssen als Grünfläche angelegt werden.

Die Gebäudeabstände zwischen den einzelnen Bauten auf dem selben Gelände müssen wenigstens 4 m betragen.

Der Bürgermeister bestimmt von Fall zu Fall über die besonderen Massnahmen, die von den Eigentümern gegen Luft- und Wasserverschmutzung und gegen Geräusch- und Geruchsentwicklung zu treffen sind.

Der Bürgermeister behält sich vor, dass sämtliche in diesem Zusammenhang notwendigen oberbehördliche Genehmigungen und Formalitäten vor Ausstellung der Genehmigung der Gemeinde vorhanden sind.

Art. 8: Spezialzonen

A) Öffentliche Anlagen

In diesen Gebieten sind grundsätzliche sämtliche Vorschriften zu beachten, die sich auf öffentliche Gesundheit, Hygiene und Sicherheit beziehen. Ausserdem sind:

- a) bei Schulen 10 qm Freifläche pro Schulkind auszuweisen
- b) bei Bauflächen, die für öffentliche Gesundheit, Erholung und soziale Belange ausgewiesen sind, wenigstens ein 20 m breiter Grünschutzgürtel auszuweisen
- c) bei Friedhöfen nur Gebäude erlaubt, die direkt der Bestattung dienen
- d) bei Natur- und Denkmalschutzgebieten von Fall zu Fall vom Bürgermeister Bauvorschriften zu erlassen, die ihrem besonderen Charakter und ihrer Umgebung entsprechen.

In diesem Zusammenhang wird die Gemeindeverwaltung eine Liste der in denkmalpflegerischer Hinsicht schutzwürdigen Gebäude aufstellen. Jegliche bauliche Änderungen, die die Charakteristik dieser Gebäude betreffen, können vom Bürgermeister von Fall zu Fall besonderen Vorschriften unterworfen werden.

B) Sport- und Freizeitgebiet

In diesem Gebiet sind alle Bauten erlaubt, die unmittelbar dem Sport und der Freizeit dienen.

Ungeachtet der bestehenden gesetzlichen Bestimmungen über das Campingwesen ist die Nutzung eines Grundstückes als Campingplatz einer vorherigen gemeindebehörlichen Genehmigung unterworfen. Dies gilt auch für bestehende Campingplätze. Die in Art. 3. des Campinggesetzes verlangten Unterlagen sind der Gemeinde zu unterbreiten.

Die gemeindebehörliche Genehmigung kann von zusätzlichen Bedingung abhängig gemacht werden.

C) Grünzonen

Ausnahmsweise können in diesem Gebiet sportliche, touristische oder landwirtschaftliche Installationen vom Bürgermeister erlaubt werden, falls sie dem sinngemässen Inhalt dieser Zone nicht widersprechen.

Ausserhalb der Bebauungsgrenze

Art. 9: Landwirtschaftsgebiete

In diesem Gebiet sind alle Bauten untersagt, ausser Bauten, die unmittelbar der Land- und Forstwirtschaft und der Viehzucht dienen. Dazu gehört die eventuell notwendigen Wohnbauten.

Art. 10: Die Gebäudehöhe

Die Gebäudehöhe wird von der festgesetzten Strassenhöhenlage bis zur Oberkante des Hauptgesimses oder der oberen Fassadenbegrenzung gemessen und zwar in der Mitte der Vorderfront.

Art. 11: Geschosshöhe

1. Vollgeschosse im Sinne dieses Reglementes sind Geschosse von wenigstens 3,50 m Mindestaussenhöhe (Aussenanlage bis Gesims), die zwischen Strassenhöhenlage und Hauptgesimse liegen, falls es sich um eingeschossige Gebäude handelt
2. Mansarden, Dach- und Staffelgeschosse gelten als Vollgeschosse, wenn ihre genutzte Fläche 60 % eines Vollgeschosses überschreitet
3. Zum dauernden Aufenthalt von Menschen bestimmte Räume müssen eine lichte Höhe von wenigstens 2,50 m haben
Zum vorübergehenden Aufenthalt von Menschen bestimmte Räume sowie Lager-, Keller- und Garageräume müssen eine lichte Höhe von wenigstens 2,20 m haben. Dachräume müssen die vorgeschriebene Höhe auf wenigstens zwei Drittel ihrer Fläche haben.

Art. 12: Gestaltung der Strassenecken

Für Bauten an Strassenecken können besondere Anforderungen wie Abrundungen, Abkantungen (Sichtdreieck) oder Rücksprünge gestellt werden, wenn dies der Gewährleistung der Verkehrssicherheit dient. Diese Anforderungen erlauben keinen Anspruch auf Entschädigung.

Art. 15: Feste Vorsprünge über die Bauflucht

1. Hauptgesimse und Vordächer dürfen 70 cm über die Bauflucht vorragen.
2. Vordächer dürfen auch einen grösseren Vorsprung haben, dürfen jedoch die zulässige sub 1 bestimmte Fläche nicht überschreiten und müssen um das Mass ihrer Auskragung von einer Nachbargrenze entfernt bleiben.
3. Die Auskragung der Balkone darf 1,20 m nicht überschreiten; sie müssen wenigstens 1,90 m von einer Nachbargrenze entfernt bleiben, es sei denn, dass die Nachbarn unter sich ein Abkommen vereinbart haben.
4. Erker und andere Vorbauten dürfen eine Auskragung von 50 cm nicht überschreiten, ihre Fläche darf nicht ein Drittel der gesamten Fassadenfläche überschreiten; sie müssen um das Mass ihrer Auskragung von einer Nachbargrenze entfernt bleiben.
5. Für feste Vorsprünge über die Strassenfluchtlinie gelten ausserdem folgende Vorschriften:
 - a) sie dürfen nicht mehr als 1/10 der Strassenbreite auskragen
 - b) sie müssen 50 cm hinter der Bürgersteigkante zurückliegen
 - c) sie müssen mehr als 3 m über dem Bürgersteig liegen
6. Kellerschächte dürfen nicht mehr als 60 cm in den Bürgersteig hineinkragen; sie müssen verkehrsgerecht abgedeckt sein. Schadhafte Abdeckungen müssen vom Eigentümer auf erste Anforderung des Bürgermeisters sofort instandgesetzt werden, ansonst die Gemeindeverwaltung die Instandsetzung auf Rechnung des Eigentümers selbst vornimmt.
7. Bis zu einer Höhe von 3 m über dem Bürgersteig dürfen Gebäudesockel, Schwellen, Umrahmungen, Schaufenster, Schaukästen, Beschriftungen, Abfallrohre und dergleichen bis zu 15 cm über die Strassenfluchtlinie hinausragen.
8. Alle Vorsprünge über 20 cm Auskragung müssen an die Hauptentwässerungsanlage angeschlossen werden.

Art. 14: Dächer

1. Wohnhäuser dürfen nur Satte- oder Walmdächer mit einer Mindestneigung von 33 % haben. Die Dachdeckung muss dunkler Farbe sein (vorzugsweise Schieferähnlich)
2. Luken müssen mit 0,50 m Abstand von der Fassade, mit 1 m Seitenabstand sowie mit 1 m Abstand von sämtlichen Dachschnittflächen hergestellt werden.

Art. 15: Bewegliche Vorsprünge über die Bauflucht

1. Fenster- und Türflügel, sowie Klappläden und Tore dürfen weder auf die öffentliche Bürgersteige aufschlagen noch ausladen, es sei denn, sie befänden sich mehr als 3 m über dem Bürgersteig.
2. Marquisen und Rollstores dürfen nicht niedriger als 2,30 m über den Bürgersteig herabhängen; sie dürfen eine Ausladung bis zu 3 m haben, müssen aber wenigstens 50 cm hinter der Bürgersteigkante bleiben.

Art. 16: Reklamen

Namenschilder, Firmenschilder, Reklamen, Hauslampen und dergleichen dürfen nicht mehr als 1,20 m über die Strassenflucht herausragen; sie müssen sich mehr als 3 m über dem Bürgersteig und mehr als 50 cm hinter der Bürgersteigkante befinden. Sie müssen um das Mass ihrer Ausladung von einer Grundstücksgrenze entfernt sein. In keinem Falle dürfen sie oberhalb der zulässigen Gebäudehöhe angebracht sein.

Art. 17: Freiflächen auf den Grundstücken

1. Die vorgeschriebenen vorderen und seitlichen Grenzabstandflächen müssen als Grünflächen angelegt und unterhalten werden mit Ausnahme der Haus- und Garagenzugänge, welche befestigt sein müssen und nicht mehr als + 3 bis - 15 % Gefälle haben dürfen. An Strassenecken sind Garagenzufahrten verboten und die Bepflanzung der Freiflächen darf die öffentliche Verkehrssicherheit nicht ...

beeinträchtigen.

2. Die hinteren Grenzabstandsflächen müssen als Garten- oder Hofflächen eingerichtet und unterhalten werden.
3. Aufschüttungs- und Abtragungsarbeiten werden nur genehmigt, wenn sie die Interessen der Nachbarschaft berücksichtigen und den Charakter des Viertels oder der Landschaft nicht beeinträchtigen; sie dürfen aus denselben Gründen auferlegt werden. In allen Fällen müssen die Aufschüttungs- und Abtragungsarbeiten durch die erforderlichen Stützmauern und Aufschüttungsneigungen auf dem Grundstück des Ausführenden angelegt werden. Stützmauern und Umfassungsmauern können mit besonderen Auflagen ästhetischer Art belegt werden.

Art. 18: Einfriedungen

1. Die Bauflächen zwischen Bauflucht und Strassenflucht dürfen durch Steinsockel oder Gartenmauern von höchstens 50 cm mittlerer Höhe durch Hecken oder Geländer eingefriedet werden. Die Gesamthöhe dieser Einfriedungen darf 1,20 m nicht überschreiten. Die Gartenanlagen hinter diesen Einfriedungen dürfen nicht tiefer als der Bürgersteig liegen. Tiefer liegende Zugänge oder Zufahrten müssen gegen den Bürgersteig durch Pforten oder Türen von wenigstens 0,80 m Höhe abgesichert sein.
2. Ausnahmsweise können Einfriedungsmauern von mehr als 50 cm Höhe gestattet werden für Grundstücke besonderer Bestimmung, wenn dies Ueberhöhe zu keinerlei Bedenken ästhetischer oder verkehrstechnischer Art Anlass gibt.
3. Aus Gründen der Hygiene oder der Verkehrssicherheit kann der Bürgermeister die Einfriedung bebauter oder unbebauter Grundstücke längs öffentlicher Strassen und Wege anordnen und deren Art bestimmen. Solche Einfriedungsarbeiten müssen vom Eigentümer auf erste Anforderung des Bürgermeisters sofort ausgeführt werden, ansonst die Gemeindeverwaltung die Ausführung auf Rechnung des Eigentümers selbst vornimmt.

4. Für die Abschlussmauern in Seitendurchgängen bis zur hinteren Fassadenflucht des Gebäudes gilt als maximale Höhe 50 cm.
5. Die maximale Höhe der Umfriedungsmauer auf der Grenze zwischen zwei Grundstücken, von der Fluchtlinie der hinteren Fassade an gerechnet, wird wie folgt festgesetzt:
 - zwischen Höfen und Gärten: 2,00 m
 - zwischen Gärten: 1,00 m

Art. 19: Parkplätze für Kraftfahrzeuge und Aufstellen von Wohnwagen

1. Auf dem ganzen Gebiet der Gemeinde ..KAUTENBACH....., im Falle eines Neubaus, eines Wiederaufbaus oder einer baulichen Umänderung die, die Bestimmung der Räume ändert oder die Nutzfläche um wenigstens 25 qm erhöht, kann eine Baugenehmigung nur erteilt werden, wenn auf dem betreffenden Grundstück genügend Stellplätze für Kraftfahrzeuge vorgesehen sind.
Die Stellplätze müssen in den für die Genehmigung vorgelegten Plänen eingezeichnet sein.
2. Als genügend wird angesehen:
 - a) ein Stellplatz pro Wohnung
 - b) ein Stellplatz pro 50 qm Bürofläche, Verwaltungs-, Geschäfts-, Gastwirtschafts- und Restaurantfläche
 - c) ein Stellplatz für 4 Arbeitsplätze bei Industrie-, Gewerbe-, Hotel- und Krankenhausbauten
 - d) ein Stellplatz pro 20 Sitzplätze bei Versammlungsräumen, Lichtspieltheater und Kirchen
 - e) ein Stellplatz für Besucher und Kunden pro 4 Betten bei Krankenhäuser und Hotels
 - f) ein Stellplatz pro 35 qm Nutzfläche bei Reparaturgaragen.
3. Geschäfts-, Gewerbe-, Handwerks-, Landwirtschafts- und Industriebetriebe müssen ausserdem eine genügende Anzahl Stellplätze auf ihrem Eigentum für Nutzfahrzeuge aufweisen.

Art. 20: Anbringen von Strassenschildern und dergleichen

1. Die Gemeindeverwaltung ist berechtigt, die zur Befestigung der Elektrischen- und Fernsehleitungen, sowie die zur Strassen- und Häuserbezeichnungen, zur Verkehrsreglung, zur Strassenbeleuchtung, für Höhenangaben sowie zu Zwecken der Wasserversorgung, Entwässerung und Feuerweh erforderlichen Schilder, Nummern, Lanternern, Fixpunkte und sonstige im öffentlichen Interesse erforderlichen Vorrichtungen an privaten Gebäuden anzubringen, zu verändern und auszubessern, ohne dass der Eigentümer Anspruch auf Entschädigung erheben könnte.
2. Einrichtungen, Beschriftungen und dergleichen, welche dem öffentlichen Interesse dienen, dürfen in keiner Weise verdeckt oder beschädigt werden.

Dritter Abschnitt: Baupolizeiliche Bestimmungen

Art. 21: Baustoffe und Konstruktion

1. Tragende Mauern und Pfeiler müssen auf festem, natürlichem oder künstlich befestigtem Boden, unter der Frosttiefe gegründet sein.
2. Bauliche Anlagen sind in allen Teilen nach den anerkannten Regeln der Baukunst aus guten, zweckentsprechenden Baustoffen herzustellen. Diese Regeln gelten namentlich für:
 - a) die Anforderungen, welche an die Festigkeit der Baustoffe zu stellen sind
 - b) die Zahlen, die den Festigkeitsberechnungen zugrunde zu legen sind
 - c) die Belastungen, die für den Baugrund zulässig sind
3. Stein- und Metallkonstruktionen dürfen nicht auf Holz aufgelagert werden.

4. Falls das Aufweisen dieser Stellplätze auf dem zu bebauenden Grundstück nicht möglich ist, können sie auf einem Grundstück, das demselben Eigentümer gehört, in einer Entfernung von max. 200 m gestattet werden. Diese Grundstücke verlieren ihre Bebaubarkeit im Verhältnis zu der Belegung mit Stellplätzen, die ihrerseits in Bestimmung und Zugehörigkeit nicht geändert werden können. Dieselben Stellplätze gelten nur für ein einziges Bauwerk.
5. Stellplätze müssen leicht und zu jeder Zeit von der öffentlichen Strasse zugänglich sein, im Rahmen der Verkehrssicherheit.
6. In Wohngebieten ist das Ausweisen von Stellplätzen für Nutzlastfahrzeuge mit einem zulässigen Gesamtgewicht von mehr als 3.000 kg nicht erlaubt, mit Ausnahme von zwei geschlossenen Stellplätzen, die in einem Geschäfts- oder Handwerksgebäude eingeschlossen sind und dazu gehörig sein müssen.
7. Wenn in den Mischgebieten die Bedingungen über die Stellplätze im Sinne von Art. 19 nicht erfüllt werden, kann trotzdem, im Falle eines Neubaus, Wiederaufbaus oder einer baulichen Umänderung, die die Bestimmung der Räume ändert oder die Nutzfläche um wenigstens 25 qm erhöht, eine Genehmigung erteilt werden. In diesem Falle wird eine Gebühr erhoben, deren Höhe und Erhebungsbestimmung im Taxenreglement festgelegt werden. Ausser bei Neubauten wird diese Gebühr nur für neugeschaffene Nutzfläche ab 25 qm erhoben.
8. Das Aufstellen von Baubuden mit fahrbarem Untersatz ist während der Bauarbeiten erlaubt. Es ist der Genehmigungspflicht durch den Bürgermeister unterworfen.
9. Das Aufstellen von Wohnwagen und Festzelte für Dorffeste ist während der diesbezüglichen Zeit erlaubt.
10. Das Aufstellen von sonstigen Wohnwagen mit oder ohne fahrbarem Untersatz ist nur auf genehmigten öffentlichen Campings erlaubt.

- o -
4. Alle tragenden und stützenden Eisenteile sind auf Verlangen des Bürgermeisters glutsicher zu umhüllen
 5. Dachdeckungen für Wohnbauten müssen aus Schiefer oder dachziegelähnlichen Farben sein
 6. Blechabdeckungen sind grundsätzlich verboten.

Art. 22: Mauern und Wände

1. Umfassungsmauern müssen statisch einwandfrei und feuerbeständig konstruiert sein. Umfassungsmauern aus Bruchsteinen müssen eine Stärke von wenigstens 50 cm besitzen. Aussenmauern aus anderen Materialien müssen gegen Witterungseinflüsse mindestens den gleichen Schutz bieten und die selbe Schallsicherheit aufweisen wie eine solche Bruchsteinmauer. Für alleinstehende höchstens zweigeschossige Einzel- oder Doppelhäuser, sowie Nebengebäude, kann Holzfachwerk gestattet werden. Holzbau ist nur gestattet, wenn die Bauten von andern Gebäuden und bewaldeten Grundstücken mindestens 10 m entfernt sind und keine anderen feuerpolizeilichen Bedenken bestehen.
2. Tragende Innenwände müssen statisch einwandfrei und, ausgenommen bei Holzbauten und Holzfachwerk, feuerbeständig konstruiert sein.
3. Verschiedene Wohnungen desselben Geschosses müssen voneinander durch wenigstens 25 cm starke Wände getrennt sein. Zulässig sind auch solche Wände, die die gleiche schalldämpfende Wirkung besitzen wie eine 25 cm-Ziegelwand.
4. Genehmigungen für Holzbauten können nur nach Anhören des Gemeinderates erteilt werden.
5. Brandmauern sind dazu bestimmt, die Verbreitung eines Brandes zu verhindern. Sie müssen von Grund aus feuerbeständig, ohne Oeffnungen und Nischen hergestellt sein, mit Ausnahme der zu b) und c) vorgesehenen Brandmauern, in welchen Oeffnungen zulässig sind. Diese Oeffnungen sind mit rauch- und feuerfesten, selbsttätig zufallenden Türen zu versehen.
Hölzerne Träger, Balken und Rahmenstücke dürfen in Brandmauern nur eingelegt werden, wenn die Mauer noch mindestens 13 cm stark verbleibt und auf der anderen Seite verputzt wird.

.../...

Brandmauern sind zu errichten:

- a) zum Abschluss von Gebäuden, die unmittelbar an der Nachbargrenze errichtet werden; gemeinsame Brandmauern von wenigstens 38 cm Stärke sind zulässig.
- b) in ausgedehnten Gebäuden mindestens alle 40 m
- c) zur Trennung von Räumen mit Feuerstätten von anderen Räumen auf demselben Grundstück, die durch ihre Bauart oder Benutzung der Feuergefahr besonders ausgesetzt sind. Brandmauern müssen sich luftdicht an die Dachhaut anschliessen. In den unter b) und c) vorgesehenen Fällen genügen Brandmauern von 25 cm Stärke.

Art. 23: Treppen und Aufzüge

- a) Für Treppen in Einfamilienhäusern werden keine besonderen Anforderungen über Ausmass und Anlagen gestellt
- b) für Treppen und Podeste in Mehrfamilienhäusern gelten folgende Mindestlaufbreiten:
 - in Gebäuden bis zu 4 Wohnungen oder 400 qm Nutzfläche 1,00 m
 - in Gebäuden von mehr als 4 Wohnungen: 1,20 m für Keller- und Dachgeschosstreppen im Wohngebäude genügt eine Breite von 80 cm. Die Laufbreite der Treppe wird in Höhe des Handläufers gemessen und zwar in seiner Mittelachse
 - in Mehrfamilienhäuser dürfen die Treppen nicht steiler sein als es das Verhältnis 18 cm Steigung bei 26 cm Auftritt zulässt. Die 26 cm müssen in jedem Fall in der Mittelachse der Treppe vorhanden sein. Wendeltreppen und gewendelte Treppen sind in Mehrfamilienhäuser nicht erlaubt.
Treppen müssen überall mindestens 2,05 m Kopfhöhe aufweisen, 40 cm von dem Handlauf entfernt auf der Stufenkante senkrecht gemessen.
Von jedem Punkt eines zum dauernden Aufenthalt von Menschen bestimmten Raumes muss die nächste Treppe in 30 m Entfernung erreichbar sein.

- alle vorgeschriebenen Treppen müssen aus feuerbeständigem Material hergestellt werden und in unmittelbarer Verbindung durch alle Vollgeschosse führen.

In Ein- und Zweifamilienhäusern sind Holztreppen zulässig. Die Treppenhäuser müssen feurhemmende Decken, feuerbeständige Wände und unmittelbaren Ausgang ins Freie besitzen.

Nicht brennbare Treppen, in massivem Treppenhaus liegend, werden in allen Fällen verlangt, wo ein nicht zur ebener Erde liegendes Geschoss Räume enthält, die zu grösseren Versammlungen bestimmt sind, wie Kinosäle sowie Restaurants. Auch werden in solchen Fällen die Zahl der Treppen und die etwaigen besonderen Massnahmen gegen Feuergefahr besonders bestimmt.

Innere Verbindungstreppen, für wirtschaftlich zusammenhängende Räume in 2 Geschossen übereinander, können unter leichteren Bedingungen zugelassen werden.

Jede Treppe, einschliesslich der Treppenansätze, muss sicher gangbar sein. Treppen mit über 5 Stufen müssen mit Schutzgeländern von mindestens 85 cm Höhe versehen sein, gemessen in der Mitte des Auftritts. Mehr als 5-stufige Treppen, die beiderseits von Wänden begrenzt werden, müssen wenigstens einseitig einen Handlauf besitzen. In Mehrfamilienhäusern und sonstigen Gebäuden von mehr als 4 Geschossen (einschliesslich Erdgeschoss) müssen alle Geschosse durch einen oder mehrere Personenaufzüge miteinander verbunden sein.

Art. 24: Decken

Alle Deckenkonstruktionen haben den an sie gestellten statischen Anforderungen zu entsprechen und ausreichende Schalldämpfung zu bieten.

Zur Ausfüllung von Decken, besonders von Holzbakendecken darf kein Stoff verwendet werden, der brennbare oder gesundheitsschädliche schwamm- oder fäulniserzeugende Bestandteile enthält.

Alle zum dauernden Aufenthalt von Menschen bestimmte Räume müssen Decken aus mineralischen Stoffen enthalten.

Die Kellergeschosse aller Gebäude, sowie alle Räume unter Küchen, Waschküchen und Badestuben und andere der Schädigung durch Wasser oder Feuer besonders ausgesetzte Räume, erhalten Stahlbetondecken oder solche, die in mineralischen Materialien hergestellt sind.

Holzdecken sind zulässig:

- a) in Gebäuden ohne Feuerung
- b) in eingeschossigen Gebäuden von mehr als 5 m Geschosshöhe z.B. in Kirchen, Turnhallen, Wartehallen und dergleichen
- c) in Einfamilienhäuser
- d) über Räumen, die nur zum vorübergehenden Aufenthalt von Menschen dienen, wenn darüber keine benutzbaren Räume vorhanden sind
- e) in Lagerhäusern zur Aufbewahrung von Getreide, Mehl, Malz und dergleichen, wenn dort befindliche heizbare Räume durch massive Decken und Wände ohne Oeffnung abgetrennt und mit besonderen Zugängen versehen sind.

Art. 25: Heizräume für Zentralheizungs- und Warmwasserbereitungsanlagen

- 1) die lichte Höhe des Heizraumes muss mindestens 2,10 m betragen
- 2) jeder Heizkessel muss einen eigenen Schornstein erhalten, an den weder andere Feuerstätte noch Entlüftungseinrichtungen angeschlossen werden dürfen
- 3) Rauchrohre, Rauchkanäle und Abgasrohre sind auf dem kürzesten Weg mit Steigung und ohne scharfe Krümmungen in die Schornsteine zu führen; sie müssen gasdicht sein. Rauchkanäle dürfen nicht feucht liegen; ihre Reinigungsöffnungen müssen jederzeit zugänglich sein. Im Grundwasser liegende Rauchkanäle sind wasserdicht herzustellen und mit ausreichenden Wärmeschutz zu versehen.
- 4) Verbindungsrohre aus Eisenblech (Rauch- und Abgasrohre) zwischen Feuerstätten und Schornsteinen müssen bei einer Lichtweite bis zu 200 mm eine Wandstärke von 3 mm, bei grösserer Lichtweite eine Wandstärke von mindestens 5 mm erhalten.

- 5) Zugbegrenzer dürfen nur im Rauchkanal oder Schornstein und auch dann nur eingebaut werden, wenn ein zu starker Schornsteinzug festgestellt worden ist
- 6) Jeder Heizraum muss ausreichend be- und entlüftet sein:
 - a) bei Kesselhäusern mit einer Gesamtbelastung von weniger als 500.000 Kilokalorien pro Stunde gilt diese Bedingung als erfüllt, wenn eine Zu- und Ablüftöffnung gemäss nachfolgenden Bestimmungen vorhanden ist.
Die Zuluftöffnung muss mindestens 50 % des Schornsteinquerschnittes betragen und soll unmittelbar über Kesselsohle münden. Diese Oeffnung muss unverschliessbar sein.
Die Luft muss aus dem Freien entnommen werden, doch nicht an Stellen, die dicht unter Oeffnungen von Räumen liegen, die zum dauernden Aufenthalt von Menschen bestimmt sind.
 - b) Kesselhäuser mit einer Gesamtbelastung von mehr als 500.000 Kcal pro Stunde müssen unmittelbar von aussen belüftet werden.
- 7) Die Wände, Böden und Decken der Heizräume und der damit in offener Verbindung stehenden Räume sind feuerbeständig herzustellen. Die Durchgangstellen sämtlicher Leitungen in den Wänden, Decken und Fussböden sind so auszuführen, dass die Gase nicht nach Räumen gelangen können, die zum dauernden Aufenthalt von Menschen bestimmt sind.
- 8) Tragende eiserne Bauteile, wie Unterzüge und Stützen sind feuerhemmend zu ummanteln
- 9) Bei Freistehenden Kesseln, deren obere Plattform betreten wird, muss die lichte Höhe zwischen Plattform und Decke mindestens 1,80 m betragen. Diese Höhe ist auch bei vorhandenen Unterzügen, Rohrleitungen und dergleichen zu wahren.
- 10) Die Türen der Heizräume müssen sich nach aussen öffnen
- 11) Behälter für flüssige Brennstoffe sind durch geeignete Massnahmen so zu sichern, dass im Falle von Undichtheit, der Brennstoff sich weder ins öffentliche Kanalnetz ergiesst, noch in den Boden einsickert.

Art. 26: Verbindungsstücke zwischen Feuerstätten und Schornsteinen (Rauch- und Abgasrohre)

- 1) Die Rauch- und Abgasrohre der Feuerstätten müssen aus nicht brennbarem, dichtem Material hergestellt und innerhalb desselben Geschosses ansteigend in die Schornsteine geführt werden.
Eiserne Rauchrohre müssen von verputztem Holzwerk mindestens 25 cm, von freiem Holzwerk mindestens 50 cm entfernt bleiben. Sind die Rohre mit einer unverbrennlichen Ummantelung versehen, so genügt eine Entfernung von 10 cm.
- 2) Rauchrohre dürfen, zwischen Feuerstätte und Schornstein gemessen, nicht länger als 4 m sein
- 3) Bei freistehenden oder eingemauerten Heizöfen in bewohnten oder zum dauernden Aufenthalt von Menschen bestimmten Räumen sind Verschlussvorrichtungen in den zur Ableitung der Feuergase dienenden Kanäle unzulässig.
- 4) Ausmündungen von Rauchrohren auf die öffentliche Strasse sind verboten, solche aufs eigene Grundstück müssen mit Funkenfänger versehen sein.
- 5) Der Anschluss der Rauch- und Abgasrohre an die Schornsteine muss dicht hergestellt werden. Wenn festeingebaute Rauchrohre nicht gradlinig in den Schornstein eingeführt werden können, müssen sie an den Krümmungen mit Reinigungsöffnungen versehen sein.

Art. 27: Schornsteine

- 1) Schornsteine müssen auf festem Grund oder auf feuerbeständigem Unterbau ruhen.
Sie sind in sorgfältigem Verband, feuerbeständig und mit vollen Fugen oder umwandet zu mauern und müssen gleichbleibenden lichten Querschnitt erhalten.
Die Innenflächen der Schornsteine müssen von allen hölzernen Bauteilen mindestens 20 cm entfernt bleiben. Zwischenräume zwischen Schornsteinwangen und Holzbalken sind dicht auszumauern oder voll mit Beton auszufüllen. Zwischen Schornsteinröhre und Mauerwerk darf kein Hohlraum sein.

- 2) Die Wangen der Schornsteine müssen allseitig mindestens 12 cm stark sein und dürfen nicht zur Unterstützung von Bau- und Gerüstteilen dienen.
Aussenseitig und über Dach müssen die Wangen 25 cm stark sein. Schornsteine welche durch Räume führen in denen leicht brennbare Stoffe (Brennholz, Stroh und dergleichen) lagern oder verarbeitet werden, müssen ebenfalls innerhalb dieser Räume 25 cm starke Wangen haben.
- 3) Schornsteine sollen womöglich an oder in Innenwänden liegen. In gemeinschaftlichen Brand- und Scheidemauern sind Schornsteine nur zulässig, wenn die Kanäle wenigstens 13 cm von der gemeinschaftlichen Grenze entfernt sind, es sei denn, dass beide Parteien sich in anderer Weise schriftlich einigen.
Die vorgesehene Mindeststärke für Schornsteinwangen muss in jedem Falle gewahrt bleiben, und jeder Schornstein darf nur von einem Grundstück aus benutzt werden.
- 4) Schornsteine sind möglichst in Gruppen zusammenzufassen und so anzuordnen, dass eine genügende Zugstärke für die anzuschliessenden Feuerstätten gewährleistet ist, und dass sie möglichst nahe beim Dachfirst austreten. Schornsteine müssen weit über die Dachfläche geführt werden, dass eine Gefährdung oder Belästigung der Umgebung durch Funken, Russ, Rauch und Geruch vermieden wird. Im übrigen müssen auf Hauptgebäuden die im First austretenden Schornsteine wenigstens 0,5 m über die Firstlinie ragen. An anderen Stellen austretende Schornsteine müssen wenigstens 0,75 m über die Decke des obersten Wohnraumes, respektiv über die anstossende Dachhaut, an der oberen Wange gemessen, emporragen. Schornsteine auf Anbauten sind an das Hauptgebäude anzulehnen und im übrigen wie Kamine auf Hauptgebäuden zu behandeln.
- 5) Schornsteine sind so einzurichten, dass sie in allen Teilen ordnungsmässig gereinigt werden können.
- 6) Grundsätzlich darf an einen Schornstein nur ein Ofen angeschlossen werden.
Ausnahmsweise dürfen 2 Einzelöfen verschiedener Geschosse an denselben Schornstein angeschlossen werden, wenn sie zu ein und derselben Wohnung gehören.

Kein Schornstein darf einen kleineren Querschnitt als 140 Quadratzentimeter haben

- 7) Zur Abführung der Abgase von Gas-feuerstätten (Heiz- und Badeöfen u.s.w.) sind besondere Schornsteinrohre vorzusehen. Sie müssen einen Querschnitt von mindestens 12 x 12 cm erhalten. Andere Feuerungen dürfen nicht an Gas-schornsteine angeschlossen werden.
- 8) Abweichend von den unter 6 stehenden Vorschriften können Feuerstätten verschiedener Geschosse an einen Schornstein von wenigstens 600 Quadratzentimeter Querschnitt angeschlossen werden, wenn die Verbrennungsgase jeder Feuerstätte durch einen neben dem Schornstein aufsteigenden, in Formstücken ausgeführten Rauchkanal in den Schornstein geführt werden (System Shunt u.a.)
- 9) Schornsteine, die bauliche Mängel aufweisen, müssen auf erste Anforderung des Bürgermeisters in Stadt oder ausser Betrieb gesetzt werden.

Art. 28: Aufhöhung von Bauplätzen

- 1) Die zur Aufhöhung von Bauplätzen verwendeten Materialien, wie Schutt, Sand, Kies und Erde dürfen nicht mit organischen Abfällen oder fäulnisfähigen Stoffen vermischt werden.
- 2) Sämtliche Abänderungen an der natürlichen Höhenlage des Bauplatzes sind genehmigungspflichtig und müssen in den Bauzeichnungen ausgewiesen werden.

Art. 29: Abhaltung von Feuchtigkeit

- 1) Gebäude mit Räumen zum dauernden Aufenthalt von Menschen müssen trocken und gegen aufsteigende Feuchtigkeit durch waagerechte Isolierungsschichten in den Mauern geschützt sein.
- 2) In der Regel muss jedes Wohngebäude unterkellert werden; ausnahmsweise kann von dieser Bedingung abgesehen werden, wenn auf eine andere Art eine ausreichende Isolierung gewährleistet wird. (Kälte und Feuchtigkeitsisolierung

auf Steinstückung auf 20 cm min.)

- 3) Direkter Anbau von Wohnräumen an Felsen und Erdreich ist untersagt.

Art. 30: Zum dauernden Aufenthalt von Menschen bestimmte Räume (Aufenthaltsräume)

- 1) Für alle Räume zum dauernden Aufenthalt von Menschen, d.h. für Wohn-, Schlaf-, Arbeits- und Geschäftsräume, also auch für Küchen, Gesträume, Versammlungsräume usw. muss:
- a) der erforderliche Zutritt von Licht und Luft unmittelbar aus dem Freien und durch aufrechtstehende Fenster dauern gesichert sein, Oberlicht allein genügt nur für Räume, deren Lage und Zweck die Beleuchtung von oben bedingt, dabei muss aber ein ausreichender Luftwechsel gesichert sein.
 - b) die Rohbauöffnung der Fenster muss für alle Räume wenigstens $\frac{1}{6}$ der Grundfläche des Raumes betragen.
- 2) Wohn- und Schlafzimmer müssen eine Grundfläche von wenigstens 8 Quadratmetern haben bei einer Mindestbreite von 2,50 m
- 3) Räume zum dauernden Aufenthalt von Menschen dürfen über Fabrikräume und Lagerräume, Garagen und dergleichen nur eingerichtet werden, wenn die Zwischendecken feuerhemmend und dunstsicher hergestellt sind und der Zugang in einem besonderen Treppenhaus mit feuerbeständigen Wänden und feuerhemmender Decke liegt.
- 4) Die Einrichtung von Kellerwohnungen und Kellerwohnräumen ist untersagt. Als Kellerwohnungen werden Wohnungen betrachtet, deren Fussboden mehr als 50 cm unter dem angrenzenden Erdreich oder unter der angrenzenden Strassenhöhenlagen liegen.
- 5) Dachgeschossräume zum dauernden Aufenthalt von Menschen. Folgende Zusatzbestimmungen gelten:
- a) sie sind nur zulässig unmittelbar über dem obersten Vollgeschoss und unter dem Kehlgeblälk
 - b) die Wände und Decken dieser Räume müssen feuerhemmend sein und einen ausreichenden Temperaturschutz haben

- c) diese Räume müssen durchsenkrecht stehende Fenster belichtet sein; Ausnahmen können je nach den Umständen gestattet werden.

Art. 31: Zum verübergewendenden Aufenthalt von Menschen bestimmte Räume (Nebenräume)

Die Zuführung von Luft und Licht muss Zweck der Räume entsprechend gesichert sein.

Die Mindesthöhe für Nebenräume beträgt 2,20 m im Lichte. W.C., BAdezimmer, Abstellräume und Speisekammern dürfen innenliegend angeordnet werden, wenn für wirksame Entlüftung und Belüftung gesorgt ist. Das Treppenhaus darf zu diesem Zweck nicht herangezogen werden.

Art. 32: Entwässerung

Jedes Grundstück auf welchem sich Gebäude befinden, muss an das öffentlich bestehende Kanalsystem angeschlossen werden. Das gleiche gilt für unbebaute Grundstücke innerhalb des Bebauungssperimeters auf welchen sich stehende Wasser oder Moraste bilden. Vorplätze, Höfe, Durchfahrten und Aehnliches sind wenigstens mit einer Steinstückung von 20 cm Höhe zu befestigen und zu entwässern. Sämtliche dem Ortsnetz zugeführten Abwasser müssen vorher durch eine Privatkläranlage geführt werden, falls keine öffentliche Kläranlage besteht.

Art. 33: Aborte

Jede Wohnung muss wenigstens ein Abort erhalten. Derselbe muss mit einem Geruchverschluss und wirksamer Wasserspülung ausgestattet sein und sich in einem abgeschlossenen Raum von wenigstens 0,80 x 1,25 m im Lichten befinden und wirksam be- und entlüftet sein.

Art. 34: Lagerung von flüssigen Brennstoffen und Chemikalien

Unbeschadet der allgemeinen Bestimmungen sind die Anlagen zur Lagerung von Oel, ölhaltigen oder entzündbaren Stoffen, wie auch von chemischen Flüssigkeiten so zu gestalten, dass die im Falle von Schadhaftheit der Behälter auslaufende Flüssigkeiten weder in die öffentliche Kanalisation eindringen, noch in das Erdreich einsickern können.

Art. 35: Dünger- und Jauchegruben

Ställe, Jauche- und Düngergruben müssen nach den Richtlinien der Ackerbauverwaltung errichtet werden.

Dünger- und Jauchegruben dürfen nicht unter oder an Wohngebäuden angelegt werden.

Die Böden und Wände der Düngergruben sind aus dichtem Mauerwerk oder Beton herzustellen und mit einem wasserdichten Putz zu versehen. Die Höhe der Umfassungsmauern muss mindestens 50 cm über der Umgebungsfläche liegen. Die Jauche und das sich in den Düngergruben ansammelnde Regenwasser müssen in eine dichte gemauerte Grube abgeleitet werden. Ueberläufer nach der Kanalisation dürfen nicht hergestellt werden.

Dünger- und Jauchegruben müssen so angelegt werden, dass für die Nachbarschaft keine unzumutbare Belästigung daraus entsteht.

Art. 36: Halten von Kleintieren

Es ist verboten, im Innern von Wohngebäuden Schweine, Schafe, Ziegen, Kaninchen und Geflügel zu halten.

Das Halten von Haustieren darf nicht zu einer unzumutbaren Belästigung für die Nachbarschaft werden.

Art. 37: Viehställe

Wohnungen oder Wohnräume dürfen über Ställen nicht eingerichtet werden.

Art. 38: Wasserversorgung - Allgemeine Bestimmungen

Die Genehmigung zur Bebauung eines Grundstückes kann abhängig gemacht werden von dem Nachweis, dass eine ausreichende Wassermenge zu Feuerlöschzwecken zur Verfügung steht.

Jedes Grundstück auf welchem sich Gebäude befinden, muss an das öffentliche bestehende Wasserleitungsnetz angeschlossen werden.

Art. 39: Schutzflächen für Quellfassungen und Quelleneinzugsgebiete für die Trinkwasserversorgung

Dieser Artikel gilt nur als Hypothese, für den Fall, dass auf dem Gebiet der Gemeinde KAUTENBACH eine Quellfassung für die Trinkwasserversorgung vorkomme.

1. Der Fassungsbereich, das heisst die unmittelbare Umgebung der Fassungsanlage muss in einem Umkreis von mindestens 20 m freigehalten werden. Es ist gegen unbefugtes Betreten durch Umzäunung zu schützen.
2. Der Fassungsbereich wird von einer Schutzzone umgeben, die sich bis zu einer Entfernung von 60 m von der Fassungsanlage erstreckt.
In dieser Schutzzone sind verboten:
 - das Errichten von Bauten
 - das Ablagern von Schutt und Abfallstoffen
 - Kleingärten, Gartenbaubetriebe und landwirtschaftliche organische Düngung

3. Im Bereich des Quelleneinzugsgebietes, in einer Entfernung von 60 bis 300 m von der Fassungsanlage, ist es verboten, Tankstellen, Lager, Rohölleitungen, Müllkippen, Kläranlagen und Friedhöfe sowie landwirtschaftliche organische Düngung anzulegen.
- Für Bauten, die in diesem Teil der Quelleneinzugsgebiete errichtet werden, gelten folgende Vorschriften:
- a) unterirdische Keller sind nicht zulässig. Die Fundamente dürfen höchstens 1 m tief in das natürliche Gelände einschneiden
 - b) die Abwässer dürfen nur durch sorgfältig abgedichtete Leitungen in den öffentlichen Kanal eingeführt werden
 - c) Behälter für Heizöl und flüssige Treibstoffe dürfen nicht in das Erdreich eingelegt werden, sondern sind in einem jederzeit zugänglichen Raum im Hausinnern unterzubringen. Dieser Raum darf nicht an das Kanalnetz angeschlossen und muss als öldichte Wanne ausgebaut werden. Das Fassungsvermögen der Wanne muss dem Maximalinhalt des Behälters entsprechen.

Art. 40: Antennen auf den Dächern

Innerhalb des Bebauungsperimeters unterliegt das Aufstellen von individuellen Fernsehantennen einer Genehmigung.

Dies hat nur Gültigkeit für die Ortschaft Kautenbach.

.../...

Vierter Abschnitt: Bauliche Sondervorschriften

Art. 41: Gewerbliche Anlagen und stark besuchte Gebäude

1. Unbeschadet der allgemeinen Bestimmungen kann die Erteilung der Baugenehmigung, mit Hinblick auf die Sicherheit der Bewohner, besonders, dem Einzelfall angepassten Vorschriften unterworfen werden, für:
 - a) Gebäude und Gebäudeteile in denen Fabriken oder gewerbliche Betriebsstätten eingerichtet werden sollen, welche starke Feuerung erfordern, zur Verarbeitung leicht brennbarer Stoffe dienen, eine besonders grosse Belastung oder Erschütterung der Baulichkeiten veranlassen, oder einen starken Abgang unreiner Flüssigkeiten oder Gase bedingen
 - b) Scheunen, Speicher, Lagerräume, und dergleichen die zur Aufnahme grösserer brennbarer Stoffe dienen
 - c) Warenhäuser und sonstige Geschäftsräume von ungewöhnlich grossem Umfang
 - d) Theater, Kinos, Konzerthäuser und sonstige Baulichkeiten für öffentliche Versammlungen.

2. Die an den Bau und die Errichtung solcher Gebäude oder Gebäudeteile zu stellenden besonderen Anforderungen betreffen vornehmlich die Stärke und Feuersicherheit von Wänden, Stützen, Decken, Treppen und Feuerstätten; die Zahl, Breite und Anordnung der Treppen, Türen und Fenster, die Art der Aufbewahrung und Beseitigung der Abfälle und Abwässer; die Anlage von Brunnen, Wasserbehältern und Feuerlöscheinrichtungen.

Art. 42: Gemeinschaftseinrichtungen

Für Gebäude mit mehr als 2 Wohnungen sind Einrichtungen zum Waschen, Wäschetrocknen und Teppichklopfen, sowie Abstellräume für Fahrräder, Kinderwagen und dergleichen vorzusehen. Ferner ist ein von der Strasse aus nicht einzusehender, leicht zugänglicher, befestigter Platz zum Aufstellen der Mülltonnen einzurichten, falls keine Mülltonnenschränke vorhanden sind.

In Gemeinschaftswohnanlagen mit mehr als 10 Wohnungen ist auf dem Baugrundstück ein angemessener Kinderspielplatz anzulegen.

Art. 43: Denkmalpflege und Landschaftsschutz

1. Unbeschadet der gesetzlichen und reglementarischen Bestimmungen dürfen an den im Bebauungsplan ausgewiesenen Bauwerken von geschichtlichem oder künstlerischem Werte Aenderungen und Erweiterungen nur insoweit ausgeführt werden als der Denkmal- oder Kunstwert nicht beeinträchtigt wird. Dies gilt auch für ein von der Gemeindeverwaltung aufgestellten Inventar von Bauwerken.
2. An Stellen des Gemeindegebietes, deren Bebauung von wesentlichem Einfluss auf die Umrisse des Wohngebietes und des Landschaftsbildes sind, sind nur solche Neubauten, bauliche Vergrößerungen und Veränderungen sowie Reklameschilder und -zeichen statthaft, durch die eine Beeinträchtigung des Gesamtbildes nicht zu befürchten ist.

Art. 44: Bauten für vorübergehende Zwecke

Baulichkeiten, die nur auf beschränkte Zeit für vorübergehende Zwecke errichtet werden, können, auch wenn sie den Bestimmungen dieser Bauordnung nicht Genüge leisten, aus-

nahmsweise unter Vorhalt des Widerrufs genehmigt werden, wenn polizeilich zu schützende Interessen nicht verletzt werden. Erfolgt der Widerruf, so ist das Bauwerk zu beseitigen und der frühere Zustand wieder herzustellen.

Art. 45: Vorhandene Baulichkeiten

1. Für die Veränderung, Erweiterung und Erneuerung vorhandener baulicher Anlagen, sowie für die Veränderung ihrer Benutzung sind die Vorschriften dieses Bautenreglementes massgebend.
2. Bei erheblichen Veränderungen, Erweiterungen und Erneuerungen kann die Baugenehmigung davon abhängig gemacht werden, dass gleichzeitig andere Gebäudeteile in Uebereinstimmung mit diesem Bautenreglement gebracht werden.

Art. 46: Unterhalt und Beseitigung von Baulichkeiten

1. Alle Baulichkeiten und Bauteile, Einfriedungs- und Stützmauern, besonders die, welche an öffentlichen Strassen und Plätze stossen, sind dauernd in gutem Zustand zu halten.
2. Beschädigte oder einsturzgefährdete Gebäude und Gebäudeteile, sowie Einfriedungs- und Stützmauern sind instand zu setzen oder zu beseitigen.
3. Der Bürgermeister kann das Bewohnen aller Gebäulichkeiten, welche eine Gefahr darstellen, untersagen und die Ausweisung der Bewohner sowie die Instandsetzung oder den Abbruch dieser Gebäulichkeiten anordnen.
Kommt der Eigentümer der an ihn ergangenen Aufforderung nicht innerhalb der gestellten Frist, oder im Falle der imminnten Gefahr unverzüglich nach, so kann der Bürgermeister die erforderlichen Abbruch- oder Fällarbeiten, sowie alle ihm zweckmässig scheinenden Massnahmen zur Abwendung der Gefahr auf Kosten des Eigentümers

ausführen lassen.

Der Eigentümer ist gehalten, die ausgelegten Kosten der Gemeindeverwaltung gegen Vorlage der Rechnung zu erstatten.

Art. 47: Grenzveränderungen

Grenzveränderungen bebauter Grundstücke, durch die ein Zustand herbeigeführt wird, der den Bestimmungen dieses Bautenreglementes widerspricht, sind untersagt.

Fünfter Abschnitt: Schutzmassregeln während der Bauausführung

Art. 48: Sicherung öffentlicher Einrichtungen

Oeffentliches Eigentum, öffentliche Einrichtungen und Anlagen, wie Bürgersteige, Strassenbeläge, Bäume, Anschlagssäulen, Beleuchtungsanlagen, Hydranten, Schiebekästen, Gas-, Wasser und elektrische Leitungen, Kanäle, Strassenschilder sind während des Neubaus, Abbruches oder sonstiger baulicher Vorhaben zu schonen und vor Beschädigung zu schützen. Das Lichtfeld der Beleuchtungsvorrichtungen darf nicht beeinträchtigt werden. Die sofortige Behebung von Beschädigungen oder Störungen ist vom Bauherr und vom Unternehmer zu veranlassen.

Art. 49: Staub und Schmutz

1. Bei allen Bau- und Abbrucharbeiten sind Staubbelästigungen durch Besprengung mit Wasser und anderen Massnahmen zu verhüten.

2. Verunreinigungen von Trassen, die durch vorübergehende Lagerung von Baustoffen oder durch Abbrucharbeiten verursacht werden, sind sofort zu beseitigen.
3. Schuttrutschen müssen ganz verschlossen sein.
4. Öffentliche Verkehrswege, welche durch Boden- oder sonstige Transporte verschmutzt oder verschlammt werden, sind so oft als nötig, mehrmals am Tage und je nach Bedarf, trocken oder nass zu reinigen.

Art. 50: Lärmschutz

In Bezug auf Lärmschutz gelten die Bestimmungen des Reglementes vom _____ genehmigt durch den Gemeinderat am _____ und durch die Oberbehörde am _____.

Art. 51: Bauzäune und Baugerüste

Unbeschadet der Bestimmungen des Gesetzes vom 28. August 1924 betreffend die Gesundheit und die Sicherheit des Personals, das in Werkstätten, gewerblichen und kaufmännischen Betrieben oder bei Bau-, Instandsetzungs-, Ausbesserungs- und Erdarbeiten beschäftigt wird, der auf Grund dieses Gesetzes erlassenen grossherzoglichen Beschlüsse selben Datums, sowie der auf Grund des Artikels 154 der Sozialversicherungsordnung erlassenen Unfallverhütungsvorschriften, gelten folgende Bestimmungen:

a) Bauzäune

1. Bei Neu- und Umbauten und bei dem Abbruch von Gebäuden an öffentlichen Strassen, Plätzen und Wegen in völlig oder stark bebauten Stadtteilen, sind Baustellen und Baugruben, welche weniger als 4 m vom öffentlichen Grund abstehen, von Beginn der Bauarbeiten gegen die Strasse

hin mit einem mindestens 2 m hohen Bauzaun aus guten und glatten Brettern oder gleichwertigen Materialien abzuschliessen. Die Aussenseite der Bauzäune muss glatt, ohne Vorsprünge und so beschaffen sein, dass jede Gefahr der Verletzung für Passante ausgeschlossen ist.

2. Bauzäune dürfen nicht mehr als 3 m in die Strassen vortreten.
3. Bauzäune und sonstige den Strassenverkehr beeinträchtigende Teile sind gemäss den einschlägigen gesetzlichen und reglementarischen Bestimmungen zu kennzeichnen und zu beleuchten.
4. An Strassenecken müssen die Bauzäune aus Verkehrssicherheitsgründen genügende Drahtgitterteile enthalten, um die erforderliche Durchsicht zu gewährleisten.
5. Wenn die vorderen Gebäudemauern weniger als 8 m hinter dem Bauzaun zurückliegen, so ist an der ganzen Gebäude-seite längs der Strasse in einer Mindesthöhe von 3 ein wirksames Schutzdach herzustellen und zwar bei Neubauten gleich nach der Erstellung der Erdgeschossdecke und bei Umbauten und Abbrucharbeiten vor deren Beginn.
Ausnahmen können von dem Bürgermeister gestattet werden, wenn die örtlichen Verhältnisse es rechtfertigen.

b) Baugerüste

1. Gerüste jeder Art müssen den Bestimmungen der Gewerbeinspektion entsprechen.
2. Sämtliche Gerüste sind derart zu konstruieren, dass das Herabfallen von Materialien auf die Strasse verhindert wird.
3. Fliegende Gerüste, Leiter- und Hängegerüste dürfen nur zu Ausbesserungszwecken und Reinigungsarbeiten, zu sonstigen unbedeutenden Arbeiten an Fassaden, Gesimsen und Dächern, ferner zu Verputz- und Anstricherarbeiten verwendet werden.
4. In engen Strassen kann der Bürgermeister verlangen, dass die Gerüste erst in einer Höhe von mehr als 3 m auf dem öffentlichen Grund hervorragen dürfen, um eine Behinderung des Verkehrs zu vermeiden.
5. Krane dürfen in dem Luftraum ausserhalb des Bauzaunes keine Lasten befördern.

Art. 52: Schutz der Nachbargrundstücke

Der Bauunternehmer ist verpflichtet alle Vorkehrungen zu treffen, die erforderlich sind, Personen und Eigentum auf den Nachbargrundstücken vor Beschädigungen durch seine Bauausführung zu schützen, auch die erforderlichen Abstüt-zungen vorzunehmen. Das gleiche gilt auch für Abbruch- und Reparaturarbeiten.

Art. 53: Sicherungsmassregeln in Bauten und auf Baustellen

1. Im Innern eines Neubaues oder Umbaues sind hölzerne oder eiserne Balkenanlagen alsbald nach deren Verlegung und jedenfalls vor Aufbringung der folgenden Balkenanlagen oder des Dachverbandes sicher abzudecken.
2. Die Treppenräume, die zur Einwölbung bestimmten Räume und alle anderen deckenlose Räume sind zu umfrieden, oder ebenfalls von Geschoss zu Geschoss sicher abzudecken.
3. Fahrstuhl- und Schachtöffnungen in Neubauten sind in jedem Geschoss einschliesslich Keller gegen Absturz und Begehen zu sichern.
4. Die Bauten und Baustellen sind, soweit es zur Verhütung von Unglücksfällen erforderlich ist, während der Dunkelheit solange zu beleuchten, als Arbeiter beschäftigt sind.
5. Für die An- und Abfuhr schwerer Lasten sind auf der Baustelle Transportgleise oder befestigte Wege anzulegen.
6. Bei Bau- und Reparaturarbeiten aller Art einschliesslich der Dachdeckerarbeiten sowie bei Abbrucharbeiten, durch welche die Sicherheit des öffentlichen Verkehrs gefährdet werden kann, sind ausreichende Warnzeichen aufzustellen und zwar bei Tag mit rot-weissen Zebrastrreifen gestrichen, schräg gestellte Latten oder Stangen und

bei Nacht Flackerampeln in genügender Zahl.

7. Unbefugten ist das Betreten der Baustelle verboten.

Art. 54: Unterkunftsräume und Abtritte für Arbeiter

1. Wo mehr als 10 Arbeiter bei einem Bau beschäftigt sind, ist diesen Gelegenheit zum Aufenthalt während der Ruhepause in heizbaren, mit trockenen Fussböden und Sitzgelegenheit versehenen Räume zu geben.
2. Bei jedem eubau und grösserem Umbau muss für die Arbeiterschaft an geeigneter Stelle ein geschlossener und abgedeckter Abort zur Verfügung stehen. Derselbe muss saubergehalten und regelmässig desinfiziert werden. Wo es möglich ist, sind die Aborte an die Kanalisation anzuschliessen und mit Wasserspülung zu versehen.

Sechster Abschnitt: Das Baupolzeiliche Verfahren

Art. 55: Zuständigkeit

Die Baupolizei untersteht dem Bürgermeister, unbeschadet der dem Schöffenkolegium durch das Gesetz vom 12. Juni 1937 zuerkannten Befugnisse.

Art. 56: Einteilungs- und Bauvorgenehmigung

A) Wer ein bebautes oder unbebautes Grundstück der Bebauung erschliessen will, muss eine Einteilungsgenehmigung bei der Gemeindeverwaltung beantragen. Dem Antrage sind beizufügen:

.../...

das Gutachten der Commission d'Aménagement des Villes et autres Agglomérations importantes, ein, durch den Geometer aufgenommenen Lageplan 1:500, ein Kadasterauszug 1:2.500, der den augenblicklichen Eigentumsverhältnissen entspricht, die im Einklang mit dem Bebauungsplan erteilten Einteilungsgenehmigungen können bestimmen:

1. die Zahl und Gestaltung der Bauplätze
2. die Bauweise
3. die Fluchtlinien und Bautiefen
4. die Gebäudehöhen und Stockwerkszahl
5. die überbauten und freien Flächen
6. die Dachgestaltung
7. die Höhenlage der Strassen
8. gegebenenfalls den Beitrag zu den gesamten Strassenbaukosten
9. eventuelle Grenzberichtigungen
10. Art und Gestaltung des Raumes zwischen der Strassenfluchtlinie und der vorderen Baulinie
11. die Gültigkeitsdauer.

- B) Falls es sich um einen einzelnen Bauplatz handelt, kann eine Bauvorgenehmigung beantragt werden, die, soweit erforderlich, die oben erwähnten Punkte betreffen. Bei der Genehmigung eines Lotissements des Teilbebauungsplanes durch den Gemeinderat wird durch Spezialkonvention festgehalten, wie die Wegebauarbeiten sowie sämtliche Anschlüsse ausgeführt werden müssen. Die Kosten der Infrastruktur, gemäss den von der Gemeinde festgelegten Normen, gehen zu Lasten des Erschliessers. Die Ausführung der Infrastrukture geschieht durch die Gemeinde, kann aber auch dem Erschliesser übertragen werden, unter Aufsicht der Gemeindedienste. Eine Bauermächtigung kann erst erteilt werden, wenn sämtliche Wegebauarbeiten, mit Ausnahme der endgültigen Belege, ausgeführt, sowie sämtliche Anschlüsse für Kanal, Wasser, Elektrizität, Telefon, Fernsehen usw. vorhanden sind.

Die öffentliche Beleuchtungsanlage muss betriebsfertig hergestellt werden.

Um die Fertigstellung der Infrastruktur zu gewährleisten, muss der Erschliesser eine angemessene Bankgarantie hinterlegen, deren Höhe durch den Gemeinderat festgesetzt wird.

Art. 57: Genehmigungspflichtige Bauausführung

1. Unbeschadet der bestehenden gesetzlichen Bestimmungen bedarf es besonderer Genehmigung:
 - a) für die Errichtung von Neubauten
 - b) für An- und Umbauten an bestehenden Gebäuden, sowie für alle übrigen baulichen Veränderungen, soweit sie auf Aussenwände, Brandmauern, andere tragende Teile und Dächer Bezug haben, oder die Aufteilung der Räume oder deren Nutzung verändern.
 - c) für Einrichtungen neuer Wohn- und Arbeitsräume, einschliesslich Küchen und Waschküchen, für Einrichtung neuer Läden, Gaststätten und Versammlungslokalen, Garagen und Aufzüge, Erstellung oder Umänderung von Aborten und Stallungen in bestehenden Gebäuden
 - d) für festen einbau von Feuerungsanlagen jeder Art
 - e) für Einrichtung von Gasfeuerstätten jeder Art, einschliesslich Durchlauferhitzer
 - f) für Brunnen, Wasserzisternen, Futtersilos, Dünger- und Jauchegruben und Entwässerungsanlagen
 - g) für die Errichtung und Aenderung von Einfriedungen jeder Art
 - h) für das Anbringen von Marquisen, Lichtreklamen und Aussenwerbung an öffentlichen Strassen und Wegen
 - i) für Ausgrabungen oder Aufschüttungen von mehr als 1 m Höhe oder Tiefe
 - j) für Abbruch von baulichen Anlagen und Bauteilen
 - k) für Aufstellung von Baugerüsten und Bauzäunen auf öffentlichem Grund, sowie für Inanspruchnahme von öffentlichem Grund während der Bauarbeiten

- 1) für die Anlage von Strassen und Bürgersteigen
 - m) für die Erneuerung des Fassadenputzes
2. Dieser Verpflichtung sind ebenfalls alle öffentliche Dienststellen unterworfen.

Art. 58: Anzeigpflichtige Bauausführungen

Anzeigepflichtig, jedoch nicht genehmigungspflichtig sind folgende Arbeiten, die 10 Tage vor Beginn der Arbeiten anzuzeigen sind:

- a) Abbruch von Gebäuden oder Gebäudeteile auf Anordnung des Bürgermeisters
- b) unwesentliche bauliche Abänderungen, die keine tragende teile berühren
- c) Aufstellen von Baugerüsten und Bauzäunen auf nicht öffentlichem Grund
- d) gewöhnliche Unterhaltungsarbeiten an baulichen Anlagen

Art. 59: Baugesuche und Bauanzeigen

1. Der Antrag auf Erteilung der Baugenehmigung kann nur gestellt werden, wenn die in Art. 56 vorgesehenen Genehmigungen vorliegen. Er ist schriftlich bei der Gemeindeverwaltung einzureichen.
2. Das Baugesuch muss eine genaue und vollständige Bezeichnung der beabsichtigten Bauausführung, sowie die kadastrermässige Benennung des Grundstückes, gegebenenfalls Strassennamen und Hausnummer enthalten.
3. Das Baugesuch ist vom Bauherrn zu unterzeichnen. Es muss von dem mit dem Aufzeichnen der Baupläne beauftragten Fachkundigen gegenzeichnet werden, wenn die Bausumme den Wert von 400.000,- fr (index 100) überschreitet.

Art. 60: Bauvorlagen

1. Mit dem Baugesuch sind die erforderlichen Bauvorlagen, in doppelter Ausfertigung vorzulegen, nämlich:
 - a) die Lagepläne
 - b) die Bauzeichnungen
 - c) die Festigkeitsberechnung, falls erforderlich
 - d) die Einteilungs- oder Bauvorgenehmigung
2. Die Bauvorlagen sind vom Bauherrn und einem verantwortlichen Fachkundigen zu unterzeichnen. Jedoch ist bei einer Bausumme bis 400.000,- fr (index 100) die Gegenzeichnung nicht erforderlich. In Zweifelsfällen kann die Gemeinde die Unterschrift eines amtlich zugelassenen Architekten verlangen.
3. Die Lagepläne, begreifend Kadasterauszug und Einteilungsplan, sind im Masstab 1:2.500 beziehungsweise 1:500, die Bauzeichnungen im Masstab 1:100 oder grösser anzufertigen. Ausnahmsweise können für umfangreiche Bauvorhaben kleiner Masstäbe zugelassen werden. Die Masstäbe müssen auf Plänen und Zeichnungen angegeben sein.
4. Handelt es sich um die Anlage von Strassen, so sind die Lagepläne im Masstab 1:500 anzufertigen. Beizufügen sind Längsprofile im gleichen Masstab und Querprofile im Masstab 1:100, ausserdem ein Uebersichtsplan der projektierten Strassenlage und der umliegenden Verkehrswege im Masstab 1:2.500. Strassenentwässerungspläne, sowie Pläne der Versorgungsleitungen sind beizufügen.

.../...

6. Die Bauzeichnungen müssen enthalten:

- a) die Grundrisse aller Geschosse einschliesslich der Keller- und Dachgeschosse, mit Angabe des Dachverfalls, der Feuerstätten, Schornsteine und Entlüftungsanlagen
- b) die zur Prüfung des Bauvorhabens erforderlichen Längen- und Querschnitte mit Angabe der bestehenden und projektierten Geländehöhe
- c) die Ansichten der Aussenfassaden mit Einzeichnung des Strassengefälles und der Hoflage.

In diese Zeichnungen sind die Bestimmung der einzelnen Räume, die Abmessungen dieser Räume und der Hofflächen, die Höhe der Aussenfassaden und Geschosse, die Höhenlage der Kellersohle im Verhältnis zur Strasse und zur Strassenkanalisation, die Stärke der Mauern, die Höhe und Stärke der Einfriedungsmauern, die Stärke der Pfeiler, Stützen, Decken und Balken, die Brunnen, Aborte, Abortgruben und Kläranlagen einzuzichnen

7. In schwierigen Fällen und für besondere BAuten können weitergehende Anforderungen an die Bauvorlagen gestellt werden.

Art. 61: Baugenehmigung

1. Wird ein Gesuch genehmigt, so erhält der Bauherr unter Beifügung einer mit dem Genehmigungsvermerk versehene Ausfertigung der Bauvorlagen einen Bauschein, in welchem die Bedingungen und die etwa nötigen Vorbehalte festgesetzt sind.
2. Vor Aushändigung des Bauscheines darf mit dem Bau nicht begonnen werden. Der Bürgermeister kann in besonderen Fällen durch schriftlichen Bescheid, Ausschachtungen und Baustelleneinrichtungen schon vor Aushändigung des Bauscheines gestatten.

3. Die Baugenehmigung ist lediglich eine Erklärung der Baupolizeilichen Zulässigkeit des in den Bauvorlagen dargestellten Bauvorhabens ohne Entlastung und unbeschadet der Rechte von Drittpersonen.
4. Die Richtigkeit der Bauvorlagen ist Voraussetzung für die Gültigkeit des Bauscheines.
5. Die etwaige Ablehnung eines Baugesuches erfolgt schriftlich unter Angabe der Gründe.
6. Bei Nichteinhalten der genehmigten Pläne ist die Genehmigung ungültig.
7. Die Gültigkeitsdauer einer Baugenehmigung ist auf 1 Jahr beschränkt.

Art. 62: Ueberwachung der Bauten

1. Eine Bescheinigung die von der Gemeindeverwaltung ausgestellt wird, worauf hervorgeht, dass die Baugenehmigung vom Bürgermeister erteilt wurde, muss auf der Baustelle öffentlich aushängen bis zur Fertigstellung des Rohbaues. Die Gemeindeverwaltung, falls sie darum ersucht wird, bescheinigt ebenfalls das Vorhandensein in der erforderlichen Genehmigung, die den Bau betreffen und von andern zuständigen Behörden ausgestellt wurden.
2. Die Gemeindeverwaltung hat das Recht, die Bauausführung jederzeit zu überwachen, auch Sachverständige zuzuziehen und Belastungsproben vorzunehmen. Die entsprechenden Kosten sind zu Lasten des Bauherrn, wenn ihm fehlerhafte Bauausführung nachgewiesen wird.
3. Den Organen der Baupolizei und den zugezogenen Sachverständigen darf der Zutritt zur Baustelle nicht verwehrt werden. Es muss ihnen jederzeit Einsicht in den Bauschein und in die Bauvorlagen gewährt werden.

4. Durch die baupolizeiliche Ueberwachung wird dem Bauherr, dem Bauleiter, den ausführenden Technikern und den Handwerkern, sowie den Bauarbeitern, die gesetzliche Verantwortung dafür, dass die gesetzlichen und baupolizeilichen Vorschriften und die anerkannten Regeln der Baukunst befolgt werden, weder ganz noch teilweise abgenommen.
5. Der Bürgermeister ist befugt, falls Zuwiderhandlungen gegen die Baugenehmigung oder das Bautenreglement festgestellt werden, oder die Sicherheit des Baues gefährdet erscheint, die Weiterführung der Arbeiten zu untersagen und auf dem Zwangswege zu verhindern.

Art. 63: Prüfung der Fluchtlinien und Höhenlage der Strasse

Vor Beginn der Mauerarbeiten zur Ausführung eines Gebäudes hat der Bauherr sich die Strassen- und Baufluchtlinien sowie die Höhenlage des Erdgeschosses im Verhältnis zum Bürgersteig oder der Fahrbahn durch die Gemeindeverwaltung schriftlich bestätigen zu lassen.

Einfriedungen dürfen erst ausgeführt werden nach Fertigstellung der anliegenden Strassen und Plätzen und nach Bestätigung ihrer Fluchtlinie durch die Gemeindeverwaltung.

Siebter Abschnitt: Schlussbestimmungen

Art. 64: Uebergangsbestimmungen

1. Alle noch gültigen, vor Inkrafttreten dieses Bautenreglementes erteilten Baugenehmigungen, behalten ihre Gültigkeit.
2. Alle zur Zeit des Inkrafttretens dieses Bautenreglementes noch nicht erledigten Einteilungs- und Bauge suche,

.../...

sowie dem Bebauungsplan widersprechende genehmigten Einteilungspläne unterliegen den neuen Bestimmungen und Vorschriften.

3. Alle zum Zeitpunkt des Inkrafttretens dieses Bautenreglementes in Ausführung begriffenen Bauten, für die keine gültige Baugenehmigung ausgestellt wurde, unterliegen den Bestimmungen dieses Reglementes.

Art. 65: Ausser Kraft gesetzte Bestimmungen

Dieses Bautenreglement setzt alle abweichenden Bestimmungen früherer Reglemente der Gemeinde KAUTENBACH ausser Kraft

Art. 66: Zuwiderhandlungen und Strafen

1. Der Bürgermeister kann das Weiterführen von Arbeiten, die nicht auf Grund dieses Reglementes genehmigt sind verbieten und die Schliessung der Baustelle anordnen.
2. Zuwiderhandlungen gegen die Bestimmungen gegenwärtigen Bautenreglementes werden durch Protokoll der zuständigen Beamten oder durch andere gesetzliche Mittel gegen die Eigentümer, Architekten, Bauunternehmer oder andere mit der Leitung oder Ausführung betreuer Personen festgestellt.
3. Unbeschadet anderer gesetzlicher Strafbestimmungen werden Zuwiderhandlungen gegen die Vorschriften vorliegenden Reglementes mit einer Gefängnisstrafe von 1 bis 7 Tagen und einer Geldbusse von 250,- bis 2.500,- fr oder bloss mit einer von diesen Strafen belegt.
4. Eigentümer, Architekten, Bauunternehmer, sowie Arbeiter die sich den Anforderungen der zuständigen Beamten widersetzen, unterliegen den selben Strafen.

5. Der Richter kann den Abbruch der ausgeführten Arbeiten und die Wiederherstellung der Oertlichkeit in ihren früheren Zustand auf Kosten des Zuwiderhandenden verordnen.

Im Falle einer Zuwiderhandlung gegen eine sanitäre Bestimmung wird der Richter von Amtswegen und auf Kosten des Verurteilten die Ausführung solcher Massnahmen, deren Nichtbeachtung die Zuwiderhandlung hervorgerufen hat, verordnen; desgleichen wird die Wiederherstellung der Oertlichkeit in ihren früheren Zustand verordnet.

6. Die von der Gemeinde für gerichtlich angeordneten Arbeiten, ausgelegten Kosten, sind derselben vom Eigentümer gegen Quittung über die ausgeführten Arbeiten oder auf Grund einer von der Gemeinde aufgestellten Abrechnung zu erstatten.

Karlsruhe, le 14 juin 1979.
Le conseil communal

[Signature]
M. M. M. M. M.
M. M. M. M. M.
M. M. M. M. M.
M. M. M. M. M.